



Slow Food®

MESSAGE DE SLOW FOOD AUX GOUVERNEMENTS À L'OCCASION DE LA COP30

Pas de justice climatique Sans justice alimentaire

Nous, le mouvement Slow Food, lançons cet appel aux gouvernements et aux institutions réunis à l'occasion de la COP30 de la CCNUCC.

Nous nous joignons à l'appel lancé aux dirigeants mondiaux à placer une transition juste des systèmes alimentaires au cœur de l'action climatique. De véritables solutions climatiques doivent nourrir les populations et la planète, régénérer les écosystèmes et préserver la diversité culturelle et biologique de notre alimentation et de nos paysages. Le système alimentaire est à la fois un moteur et une victime de la crise climatique, mais il peut également constituer la solution la plus puissante à notre disposition, s'il s'appuie sur les valeurs du bon, du propre et du juste.

Sans une action audacieuse pour transformer le système alimentaire, la lutte contre le changement climatique est vouée à l'échec. Il est temps de faire entendre la voix de ceux qui détiennent les solutions.

Pour relever le défi climatique, les négociations doivent être guidées par des priorités permettant une transformation juste et profonde du système alimentaire, au bénéfice des personnes les plus touchées et les plus marginalisées, à savoir les agriculteurs en agroécologie, les pêcheurs artisanaux, les femmes, les jeunes, les peuples autochtones, les personnes d'ascendance africaine et tous les peuples colonisés. La rencontre de Belém doit renouveler la confiance dans le multilatéralisme pour faire face à la crise climatique.



Donner la priorité à l'agroécologie : les gouvernements doivent faire progresser la transition vers des systèmes alimentaires agroécologiques. Cela implique d'abandonner progressivement l'agriculture industrielle et la pêche intensive, de réformer les systèmes de subventions néfastes et de remodeler en conséquence les pratiques, les systèmes de connaissances, les relations sociales et les politiques. La feuille de route de Bakou à Belém doit consacrer 1300 milliards de dollars par an d'ici 2035 aux agriculteurs et aux écosystèmes, pas aux combustibles fossiles.



Reconnaître la souveraineté alimentaire comme un mode d'action climatique : la véritable résilience climatique commence par le droit des communautés à décider des modes de production et de consommation des aliments. Les gouvernements doivent soutenir des environnements alimentaires équitables qui réduisent la dépendance à l'égard de chaînes d'approvisionnement extractives responsables de la déforestation, de l'accaparement des terres et de l'eau et du dumping de produits bon marché. Les fausses solutions, la compensation carbone et le technosolutionnisme qui retardent les actions concrètes doivent être écartés.



Réorienter la finance climatique : la finance alimentaire doit servir la souveraineté alimentaire, et non la recherche du profit. Les objectifs en matière de climat et de biodiversité nécessitent une augmentation massive des financements publics et privés consacrés à l'alimentation, en particulier pour ceux qui sont en première ligne de la crise. Les ressources doivent parvenir directement aux communautés, et soutenir l'atténuation, l'adaptation, la biodiversité et le droit à l'alimentation. La financiarisation des systèmes agroalimentaires doit être remise en question et réorientée vers l'intérêt public.



Garantir l'alimentation comme un droit humain : la politique climatique doit garantir le droit à une alimentation bonne, propre et juste. Toute l'humanité doit avoir accès à une alimentation nutritive, diversifiée, ancrée dans la culture et écologiquement durable. Cela nécessite une gouvernance alimentaire inclusive, des politiques publiques fortes et la responsabilité des entreprises en cas de violation des droits humains et des écosystèmes.



Sortir des énergies fossiles : les systèmes alimentaires doivent être libérés de leur dépendance aux combustibles fossiles. Les gouvernements doivent éliminer progressivement les engrais synthétiques et les pesticides qui empoisonnent les écosystèmes et renforcent l'usage des énergies fossiles, tout en promouvant des énergies renouvelables, en accord avec les droits des populations autochtones et les droits humains.



Défendre les systèmes alimentaires locaux : les filières courtes réduisent les émissions, renforcent les économies locales et protègent la diversité alimentaire et les connaissances culturelles. Les gouvernements doivent investir dans les systèmes alimentaires locaux et autochtones, en soutenant les marchés fermiers, les marchés publics, les circuits courts et les menus de cantines locavores et de saison.

Nous imaginons un avenir où l'alimentation nous reconnecte aux écosystèmes et les uns aux autres.

Les gouvernements doivent agir avec urgence, sagesse, humilité et amour pour la Terre. Les négociations sur le climat qui ignorent les systèmes alimentaires et la biodiversité sont vouées à l'échec. Faites en sorte que la COP30 marque le tournant où l'alimentation, la culture et le climat ont fait route commune, non seulement dans les politiques, mais aussi sur toutes les tables.

L'avenir ne sera ni rapide, ni extractif ni uniforme. L'avenir sera Slow, nourricier et divers.

IL SERA BON, PROPRE ET JUSTE, POUR TOUS.